



MAIRIE DE LES-ARCS-SUR-ARGENS

Extrait du registre des délibérations du conseil municipal Du 21 février 2022

Délibération n° 22.01.7 - Cession du lot n°8 compris au sein l'immeuble cadastré section D numéro 487 sis 15 boulevard Marcel Audibert dit Amoretti

L'an deux mille vingt-deux le vingt-et-un février à dix-huit heures trente, le Conseil Municipal de la commune de LES ARCS Var, dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire, Salle du Conseil, sous la présidence de Mme Nathalie GONZALES, Maire.

Date de la convocation : mardi 15 février 2022

Présents : Nathalie GONZALES, Olivier POMMERET, Christine CHALOT-FOURNET, Frédéric LAMAT, Marie-pierre CHARLES, Christelle VIRQUIN, Elisabeth SORET, Sophie BONNAUD, Philippe COTTE, Christophe MELET, Laurent BONZI, Emilie GROSSI-WAGNER, Bouchra EDDADSI BARQANE, Pierre KESTEMONT, Nicolas DATCHY, Nadia ZEGRE, Julien DURANDO

Procurations : CHAVERNAS Christophe a donné pouvoir à ZEGRE Nadia, FAURE Christophe a donné pouvoir à LAMAT Frédéric, FORTERRE-ROL Cindy a donné pouvoir à EDDADSI BARQANE Bouchra, ROLFI David a donné pouvoir à BONNAUD Sophie, CHEVALAZ Didier a donné pouvoir à GROSSI-WAGNER Emilie, LEQUENNE Fabienne a donné pouvoir à DURANDO Julien, GRANDVARLET Floris a donné pouvoir à POMMERET Olivier, DIBO Geneviève a donné pouvoir à VIRQUIN Christelle, DOMERGUE Léo a donné pouvoir à SORET Elisabeth, CHALOPIN Nathalie a donné pouvoir à CHARLES Marie-pierre, DE GRENDÉL Sonia a donné pouvoir à CHALOT-FOURNET Christine, HUDDLESTONE Stéphane a donné pouvoir à GONZALES Nathalie

Nombre de conseillers				
En exercice	Présents	Absent	Procurations	Votants
29	17	0	12	29

Vu l'article L2241-1 du code général des collectivités territoriales (CGCT) ;

Vu la loi n° 75-1351 du 31 décembre 1975 relative à la protection des occupants de locaux à usage d'habitation ;

Considérant l'engagement de la commune en faveur de la revitalisation de son territoire ;

Considérant les conclusions de l'étude de revitalisation conseillant à la commune d'affiner sa stratégie conduite en faveur de la rénovation de l'habitat en centre ancien ;

Considérant les retours d'expériences collectés auprès de différents partenaires recommandant à la commune d'agir en la matière à l'échelle d'un immeuble (a minima) ou d'un îlot et d'éviter ainsi les acquisitions ou la conservation de lots épars ;

Considérant la multiplicité des lots existants au sein de la copropriété organisée pour l'immeuble cadastré section D numéros 487 ;

Considérant les nombreuses propositions faites par la commune aux bailleurs sociaux ainsi qu'à la SAIEM de Draguignan qui n'ont pas souhaité s'engager dans la réhabilitation et dans le conventionnement de ce seul logement en copropriété ;

Considérant le bail de six années en cours détenu par M. De Freitas, actuel locataire dudit appartement devant s'achever le 05 février 2027 ;

Considérant l'évaluation des lots 2, 3, 4 et 5 réalisée le 17/12/2021 par le service des domaines ;

Considérant l'acceptation par le locataire en place du prix de 116 800 euros fixé par les Domaines ;

La commune est propriétaire du lot n°8 compris au sein de l'immeuble cadastré section D numéro 487 formant un appartement d'environ 74 m2 situé au 2e étage composé d'une pièce à vivre spacieuse avec cuisine ouverte, une salle d'eau avec sanitaires, deux chambres dont une de petite dimension et un dressing. L'ensemble est en bon état de conservation et d'entretien avec néanmoins un défaut d'isolation phonique et thermique autour des communs.

Actuellement occupé par M. De Freitas locataire dudit appartement, la commune s'est rapprochée de ce dernier afin de lui proposer d'acquérir le bien loué au prix de 116800 euros poursuivant ainsi l'esprit de la loi n° 75-1351 du 31 décembre 1975 susvisée relative à la protection des occupants de locaux à usage d'habitation. Par courrier en date du 14 janvier 2022, le locataire a accepté le prix proposé par la commune.

Ainsi, au regard des motivations exposées ci-avant et de l'évaluation du bien réalisée par le service des Domaines le 17 décembre 2021, il est proposé de céder au profit de M. De Freitas le lot n°8 compris au sein de l'immeuble cadastré D n°487.

Madame le Maire propose au conseil municipal :

- de l'autoriser à céder, pour un montant de 116800 euros, hors frais d'acte, l'appartement constituant le lot n°8 de l'immeuble D.487 sis 15 boulevard Marcel Audibert ;
- de l'autoriser à faire réaliser les diagnostics préalables nécessaires à ladite cession ;
- de l'autoriser à signer tout document relatif à cette affaire ;

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, adopte à l'unanimité des suffrages exprimés les conclusions de la présente délibération.

Le Maire,



Nathalie GONZALES